

PRÉFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20038210

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2005, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 février 1981, modifié le 5 décembre 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE MIGNOT Roger », relatif à l'exploitation autorisant à PLOURIVO au lieu-dit « Kerleau » d'un élevage avicole de 76000 animaux équivalents (*poulets de chair*) ;
- VU la demande présentée le 15 octobre 2004 par l'installation classée « **LE MIGNOT Roger** », sise « 32 bis Route de Saint Ambroise » en PLOURIVO, en vue de la mise à jour du plan d'épandage lié à un élevage avicole autorisé le 5 décembre 2002 pour 76 000 animaux-équivalents (*poulets de chair*), à PLOURIVO au lieu-dit « Kerleau » (Section ZP N°124-156) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;

- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de KERFOT (4 mars 2005) - PAIMPOL (14 mars 2005) - PLEHEDEL (7 février 2005) - PLEUDANIEL (9 février 2005) - PLOUBAZLANEC (8 février 2005) - PLOUEZEC (27 janvier 2005) - PLOURIVO (2 mars 2005) - PLUDUAL (28 février 2005) - QUEMPEL GUEZENNEC (15 mars 2005) - YVIAS (28 janvier 2005) - LANLEFF (11 février 2005);
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 12 septembre 2005 ;
- VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 13 janvier 2006 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe hors zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PAIMPOL, ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 11300 UN, dont 7370 UN seront mises à la disposition de prêteurs et 3930 UN réparties sur 28,66 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 139 ?1 UN/ha ;

CONSIDERANT que les modifications du plan d'épandage concernent, *soit* des parcelles exploitées par des tiers situées sur le bassin versant du Leff en amont de la prise d'eau AEP de « Moulin Bescond » en YVIAS, prise dont les teneurs élevées en nitrates sont préjudiciables à la potabilisation de l'eau, *soit* quelques parcelles proches de « Kernou Traou » pour « L'E.A.R.L. DE STANG BELLEC » ;

CONSIDERANT que, sur la demande du commissaire enquêteur, les parcelles E1 10 et E1 11 ont été retirées du plan d'épandage, en raison d'une pente trop importante et leur proximité d'un cours d'eau ;

CONSIDERANT que les parcelles situées au-dessus de la zone ostréicole de PAIMPOL (Boulgueff et Sainte Barbe) ne seront pas épandues en fumier;

CONSIDERANT la proximité immédiate de la baie de PAIMPOL et l'activité économique liée à la production aquacole de cette baie (8000 tonnes/an d'huîtres creuses), requérant la prise de précautions afin d'assurer le maintien de l'état sanitaire acceptable de ce secteur;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Monsieur Roger LE MIGNOT est autorisé, au titre d'une installation classée, à installer et exploiter à « Kerleau » (section ZP N°124-156) en PLOURIVO, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 76000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit (*sous réserve que la rotation des productions sur les deux poulaillers permette de limiter la production d'azote à 11300 kg par an*):

| | |
|------------------------|-----------------------------------|
| Site « Kerleau » | |
| 76000 poulets de chair | soit 76000 animaux équivalents |
| Total : 76000 animaux | Total : 76000 animaux équivalents |

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 -- installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau ou une borne d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2628 m²

2.3.2 - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

ARTICLE 3 -

Le forage existant sur la parcelle N°156 section ZP ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de *trois mois* à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

§ Un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : *chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie*. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;

§ la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

§ les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

§ le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (*passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...*) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (*stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...*) ;

§ l'interconnexion avec le réseau public est interdite;

§ l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine, à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOURIVO pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOURIVO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « LE MIGNOT Roger ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « LE MIGNOT Roger » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Les décisions préfectorales susvisées du 13 février 1981 et du 5 décembre 2002 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de PLOURIVO,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de KERFOT - PAIMPOL - PLEHEDEL - PLEUDANIEL - PLOUBAZLANEC - PLOUEZEC - PLUDUAL - QUEMPER GUEZENNEC - YVIAS - LANLEFF pour information.

SAINT-BRIEUC, le 20 FEV. 2006

LE PREFET,

Pour le PREFET
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT.